

Communiqué de presse

L'Institut PUPPEM juge inefficace de limiter la visite médicale.

Plutôt que d'imposer des quotas à l'industrie du médicament, l'État ferait beaucoup mieux d'envoyer ses propres délégués à la rencontre des médecins !

Le Président du comité économique des produits de santé (CEPS) a présenté à la presse son intention d'imposer des « quotas » à la visite médicale (VM) des laboratoires. En ligne de mire, une fréquence jugée trop importante de visites par médecin pour certains médicaments, et que le CEPS souhaite restreindre. L'objectif avoué est d'éviter les transferts de prescription à la tombée des brevets sur des médicaments de la même classe encore protégés et trop largement promus à ses yeux. D'où un important manque à gagner pour la politique du générique qu'il conduit.

L'Institut PUPPEM juge cette mesure contre-productive. Elle se traduirait par 2000 à 6000 suppressions d'emploi dans la VM. Sans compter les effets collatéraux dans les agences de communication, les agences de voyage, la restauration, la presse médicale, les actions de FMC financées par l'industrie et qui dépendent de la VM. Mais surtout, elle n'aura qu'un impact très limité sur les dépenses de médicaments. Pire, en poussant par exemple 1/5ème des visiteurs médicaux à l'ANPE, ce sont les indemnités Assedic qui vont enfler de 180 millions d'euros par an. Ce n'est pas non plus en supprimant ces postes de VM que les médecins se remettront spontanément à prescrire les grands médicaments aujourd'hui génériqués et qui resteront malgré cette mesure délaissés par l'industrie : amoxicilline, oméprazole, simvastatine, captopril et autres fluoxétine.... Vouloir limiter le nombre de VM est vain si dans le même temps, il n'y a toujours pas de contreponds pour apporter aux médecins une information indépendante et plus complète, en ligne avec les recommandations de bonne pratique et la réalité économique du médicament. Cette mesure est antilibérale, technocratique et à contre sens de la priorité de l'action gouvernementale sur l'emploi.

Selon une étude présentée début 2004 par la société IMS Health, la taille des réseaux de visite médicale aurait doublé en Europe lors des 5 années précédentes. Dans le même temps, leur productivité aurait baissé de 25%. Imposer aux effectifs des laboratoires une évolution inverse à marche forcée ne fera qu'accroître leur productivité sans réduire notablement leurs résultats de ventes.

L'Institut PUPPEM interpelle une fois de plus le gouvernement sur son projet créateur d'emploi et générateur d'économies légitimes pour l'assurance maladie. Il lui demande de comparer le projet du CEPS à la création des 760 emplois directs, utiles et autofinancés de son projet ProGenerix, avec en prime, une économie estimée à 1.8 milliards d'euros sur 4 ans.

L'institut PUPPEM « Pour Une Prescription Plus Efficace du Médicament » propose aux pouvoirs publics de mettre en place une visite médicale professionnalisée et indépendante de l'industrie pour promouvoir auprès des médecins les « grands médicaments » anciens et génériqués, encore au cœur des recommandations de bonne pratique (RBP), mais délaissés par les laboratoires en dépit de leur intérêt pour la collectivité nationale. Le but pour les pouvoirs publics serait d'exercer enfin leur propre influence sur les médecins au moyen de l'outil le plus efficace pour changer les habitudes de prescription, afin d'infléchir de 6 à 2.5% par an la croissance des dépenses observées sur 6 domaines thérapeutiques, sans rapport avec l'amélioration du service médical réellement rendu.